

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION

Conformément à l'article 202.1 du Code municipal du Québec, la soussignée, directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe, apporte une correction au règlement **2019-14 RELATIF À LA PRÉVENTION DES INCENDIES**, suite à une erreur qui apparaît évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision.

La correction est la suivante :


L'article 2.35 du règlement se lit comme suit :

2.35 Lorsque le service de sécurité incendie est appelé à se rendre à un bâtiment suite à un système d'alarme ayant été mis en opération par une cause autre qu'un incendie ou de la fumée, à partir de la seconde alerte, au même endroit, dans les douze (12) mois précédents, le propriétaire des lieux sera assujéti au paiement du tarif présenté à l'article 2.37. En cas de récidive, le taux applicable sera doublé.

Or, on devrait lire « Lorsque le service de sécurité incendie est appelé à se rendre à un bâtiment suite à un système d'alarme ayant été mis en opération par une cause autre qu'un incendie ou de la fumée, à partir de la seconde alerte, au même endroit, dans les douze (12) mois précédents, le propriétaire des lieux sera assujéti au paiement du tarif présenté à l'article **2.34**. En cas de récidive, le taux applicable sera doublé. »

J'ai dûment modifié le règlement 2019-14 relatif à la prévention des incendies en conséquence.

Signé à Saint-Mathieu-du-Parc, ce 4 mai 2020.



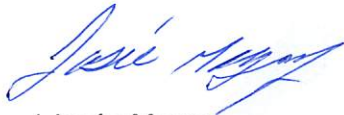
Directrice générale
et secrétaire-trésorière

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc, tenue par téléconférence lundi, le quatrième jour du mois de mai deux mille vingt (4 mai 2020), à laquelle sont présents, madame Josée Magny, mairesse, monsieur Renald Grenier, conseiller, monsieur Pierre Bertrand, conseiller, monsieur Louis Tremblay, conseiller, monsieur Daniel Gagnon, conseiller, monsieur André Bordeleau, conseiller, formant quorum.

Procès-verbal de correction – Adoption du règlement 2019-14 relatif à la prévention des incendies

La directrice générale et secrétaire-trésorière, madame Valérie Bergeron, dépose devant les membres du conseil :

- Le procès-verbal de correction conformément à l'article 202.1 du Code municipal du Québec, afin d'apporter une correction au règlement 2019-14 relatif à la prévention des incendies.



Signé : / Josée Magny
Mairesse



/ Valérie Bergeron, CPA, CA
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Copie certifiée conforme du livre des minutes de la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc.
Donnée ce 6^e jour du mois de mai 2020
En foi de quoi j'ai signé ;



/ Marie-Pierre Gagnon
Directrice générale adjointe

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc, tenue au centre communautaire, 520, chemin Déziel, mardi, le deuxième jour du mois de juillet deux mille dix-neuf (2 juillet 2019), à laquelle sont présents, madame Josée Magny, mairesse, monsieur Michel Langlois, conseiller, monsieur Renald Grenier, conseiller, monsieur Pierre Bertrand, conseiller, monsieur Louis Tremblay, conseiller, monsieur Daniel Gagnon, conseiller, monsieur André Bordeleau, conseiller, formant quorum.

Adoption du Règlement 2019-14 relatif à la prévention des incendies

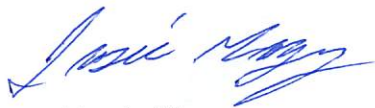
Considérant qu'un avis de motion a été donné et que le projet de Règlement 2019-14 a été déposé par Michel Langlois, conseiller, à la séance ordinaire du 3 juin 2019 ;

Considérant qu'une copie du Règlement 2019-14 a été transmise aux membres du Conseil au plus tard 72 heures avant la séance à laquelle le présent règlement doit être adopté, conformément à l'article 148 du Code municipal du Québec.

2019-07-119

Il est proposé par Louis Tremblay, conseiller, appuyé par André Bordeleau, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents (6) que le conseil de la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc adopte le Règlement numéro 2019-14 relatif à la prévention des incendies.

ADOPTÉE



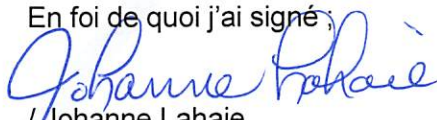
Signé : / Josée Magny
Mairesse



/ Valérie Bergeron, CPA, CA
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Copie certifiée conforme du livre des minutes de la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc.
Donnée ce 3^e jour du mois de juillet 2019

En foi de quoi j'ai signé,



/ Johanne Lahaie
Directrice générale adjointe

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE MASKINONGÉ
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC

RÈGLEMENT 2019-14 RELATIF À LA PRÉVENTION DES
INCENDIES

SÉANCE ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc, tenue le 2 juillet 2019, à 19 heures, à l'endroit ordinaire des réunions du conseil, à laquelle séance étaient présents :

LA MAIRESSE : JOSÉE MAGNY

MESSIEURS LES CONSEILLERS :

Michel Langlois

Renald Grenier

Pierre Bertrand

Louis Tremblay

Daniel Gagnon

André Bordeleau

Tous membres du conseil formant quorum.

ATTENDU que les pouvoirs conférés à la municipalité en matière de protection et de sécurité contre l'incendie, notamment par la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q, c, C-47.1) et la *Loi sur la sécurité incendie* (L.R.Q, chapitre S-3.4);

ATTENDU que la municipalité offre un service de protection et sécurité contre les incendies et qu'elle entend maintenir ce service;

ATTENDU que la réglementation municipale en la matière doit être adaptée aux capacités et aux besoins de la municipalité;

ATTENDU que le Conseil juge important d'adopter un règlement afin d'indiquer les dispositions nécessaires concernant la prévention des incendies sur le territoire de la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement relatif au présent règlement a été déposé lors de la séance du conseil du 3 juin 2019;

EN CONSÉQUENCE, le conseil décrète ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET INTERPRÉTATIVES

1. Définitions

Pour la compréhension de ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens et la signification qui lui sont attribués ci-dessous, au *Code national de prévention des incendies du Canada*, au *Code national du bâtiment* ou au *Code de construction du Québec*, chapitre 1 Bâtiment. Si un mot ou un terme n'est pas spécifiquement défini ci-après ou à l'un de ces codes, il a le sens communément attribué à ce mot ou à ce terme.

Dans ce règlement, on comprend par :

«**appareil de chauffage**» : appareil servant principalement au chauffage d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment ;

«**appareil de chauffage à combustibles solides**» : dispositif servant à transformer du combustible solide en chaleur utile et comprenant les éléments, les commandes, le câblage et les conduits, les foyers en maçonnerie et les foyers préfabriqués ;

«**avertisseur de fumée**» détecteur de fumée avec sonnerie incorporée, conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée à l'intérieur de la pièce ou de la suite dans laquelle il est installé ;

«**certifié**» : appareil, composante, accessoire, construction ou pièce, qui a subi divers tests et évaluations de sa conformité à une norme. L'appareil, composante, accessoire, construction ou pièce certifiée doit être porteur d'une plaque du laboratoire ayant effectué les essais. Cette plaque doit indiquer la norme à laquelle il a été soumis ainsi que les lettres du laboratoire. Les principaux laboratoires sont ULC, CSA, ACNOR, W.H. ;

«**combustible solide**» : bois, tourbe, granules, charbon, maïs et autres sous-produits de la biomasse, utilisés comme combustibles dans un appareil de chauffage et /ou de cuisson ;

«**détecteur de chaleur**» : conçu pour se déclencher à une température ou à un taux d'augmentation de température prédéterminé ;

«**détecteur de fumée**» : Détecteur d'incendie conçu pour se déclencher lorsque la concentration de produits de combustion dans l'air dépasse un niveau prédéterminé ;

«**détecteur d'incendie**» : dispositif qui décèle un début d'incendie et transmet automatiquement un signal électrique qui déclenche un signal d'alerte ou un signal d'alarme; comprend les détecteurs de chaleur et les détecteurs de fumée ;

«**directeur**» : le Directeur du service de la sécurité incendie de la municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc, le directeur adjoint de celui-ci, ses représentants ou toute autre personne nommés par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent titre ;

«**feu de classe K**» : provenant des appareils de cuisson et impliquant des agents de cuisson de nature combustible telles que les huiles végétales ou animales et les graisses ;

«**hébergement temporaire**» : tout bâtiment ou partie de bâtiment n'étant pas construit comme lieu de sommeil ou ne faisant pas partie d'un logement et qui temporairement est utilisé à cette fin ;

«**homologué**» : terme s'appliquant à un appareil et à ses accessoires, indiquant que ces derniers sont attestés conformes aux normes nationales qui en régissent la fabrication et le fonctionnement, ou reconnu comme ayant subi avec succès les essais qui tiennent lieu de ces normes; un appareil ne peut être considéré homologué que s'il porte la marque spécifique d'un laboratoire accrédité auprès du Conseil canadien des normes ;

«**logement**» : suite servant ou destinée à servir de domicile à une ou plusieurs personnes et qui comporte généralement des installations sanitaires et des installations pour préparer et consommer des repas et pour dormir;

«**ramonage**» : procédé par lequel on extrait à l'aide d'un racloir, d'une brosse métallique ou en nylon la suie, le créosote et d'autres corps étrangers qui adhèrent aux parois intérieures des cheminées, des tuyaux à fumée et des appareils de chauffage ;

«**responsable**» : comprend le propriétaire, l'occupant ou le locataire de tout immeuble de même que tout mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes ;

«**signal d'alarme**» : signal sonore transmis dans une ou plusieurs zones ou dans tout un bâtiment pour prévenir les occupants d'une situation d'urgence ;

«**signal d'alerte**» : signal sonore pour prévenir les personnes désignées d'une situation d'urgence ;

1.2 Modifications au Code national de prévention des incendies

Les définitions qui suivent prévues au paragraphe 1 de l'article 1.4.1.2. de la Partie 1 de la Division A du Code national de prévention des incendies sont remplacées par les suivantes :

«**autorité compétente**» : le Directeur du Service de la sécurité incendie de Saint-Mathieu-du-Parc, ses représentants ou toute autre personne nommés par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent titre ;

«**buse d'évacuation**» : partie d'un appareil à combustion qui reçoit le tuyau de raccordement ou le collecteur de fumée ;

«**habitation groupe C**» : bâtiment ou partie de bâtiment, où des personnes peuvent dormir, sans y être hébergées ou internées en vue de recevoir des soins médicaux, ou sans y être détenues ;

«**suite**» : local constitué d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces complémentaires et occupé par un seul locataire ou propriétaire; comprend les logements, les chambres individuelles des motels, hôtels, maisons de chambres et des pensions de famille, les dortoirs, les maisons unifamiliales, de même que les magasins et les établissements d'affaires constitués d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces.

1.3 Code national de prévention des incendies

Le *Code national de prévention des incendies – Canada 2005 (CNRC 47667F)* publié par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada, incluant les modifications de décembre 2007 et de juin 2008, ainsi que toutes modifications et éditions ultérieures pouvant être publiées par cet organisme, joints au présent règlement comme Annexe 1 ci-après appelé Code, est par le présent règlement adopté, sous réserve des modifications qui y sont apportées aux articles 1.2 et 1.5 du chapitre 1 et au chapitre 2 du présent règlement relatif à la prévention des incendies.

1.4 Modifications et éditions ultérieures

Les modifications et les nouvelles éditions publiées après l'entrée en vigueur du présent règlement en font partie comme si elles avaient été adoptées par le conseil municipal de la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc. Toutefois, elles n'entrent en vigueur qu'à compter de la date fixée par la municipalité aux termes d'une

résolution dont l'adoption fait l'objet d'un avis public conformément à la loi qui la régit.

1.5 Responsabilité du respect des dispositions du présent titre

Le Code national de prévention des incendies est modifié de la manière suivante :

1^o par le remplacement de l'article 2.2.1.1 de la Partie 2 de la Division C, par le suivant :

«2.2.1.1 Responsabilités

- 1) Sauf indication contraire, le propriétaire, le locataire, l'occupant ou le mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes est responsable de l'application et du respect des dispositions du présent règlement.

1.6 Responsabilité de l'application - Directeur

Le Directeur du Service de la sécurité incendie est chargé de l'administration et de l'application du présent titre.

Les exigences formulées par le présent titre ou celles que détermine le Directeur en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont établies pour la sécurité des personnes en regard de la protection contre les incendies.

À cet effet, le directeur du Service de la sécurité incendie est autorisé, à moins de stipulations contraires, à prendre toutes les mesures nécessaires prévues par la loi pour en assurer la stricte observance.

1.7 Droits acquis

Aucun immeuble ne jouit de droits acquis à l'encontre des exigences requises pour la sécurité des personnes en regard de la prévention des incendies.

CHAPITRE 2 PRÉVENTION DES INCENDIES

SECTION 1 Pouvoirs généraux du directeur

2.1 Les pouvoirs et attributions au Directeur sont :

- a) d'étudier toutes plaintes et prendre les dispositions et les mesures nécessaires pour faire cesser toute violation au présent règlement;
- b) visiter et examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété immobilière et mobilière ainsi que l'intérieur ou l'extérieur d'un bâtiment ou d'une construction pour constater si ce règlement municipal est respecté;
- c) émettre un avertissement au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou à toute autre personne contrevenant à une disposition du présent règlement prescrivant de corriger une situation dangereuse ou qui déroge au présent règlement;
- d) déterminer les délais d'exécution des avertissements donnés au propriétaire, au locataire, à l'occupant ou à toute autre personne pour corriger les situations qui contreviennent au présent règlement;
- e) exiger que des essais ou des vérifications soient faits sur les matériaux, les dispositifs de sécurité incendie, les systèmes de chauffage, les éléments fonctionnels ou structuraux de construction ou sur la condition des fondations;
- f) mettre en demeure d'évacuer provisoirement tout bâtiment qui pourrait mettre la vie de quelque personne en danger; mettre en demeure de faire exécuter tout ouvrage qui lui semble opportun pour la sécurité du bâtiment et des personnes et recommander au Conseil municipal toute mesure d'urgence;
- g) recommander au Conseil municipal d'intenter des procédures légales pour une contravention au présent règlement lorsqu'il y a lieu;
- h) ordonner la correction immédiate d'une dérogation au présent règlement ayant trait à une issue, à la détection d'incendie, à un système de chauffage ou une construction en ruine dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens;
- i) d'accomplir tout autre devoir pour la mise à exécution du présent règlement

2.2 Rapport - Équipement de détection et de protection contre l'incendie

Lorsque le Directeur a des motifs raisonnables de croire que tout appareil ou système de détection, de protection ou d'extinction contre l'incendie est défectueux ou non conforme à ce règlement, le responsable de tout bâtiment ou terrain muni de tel système doit, à

la demande du Directeur le faire vérifier conformément au paragraphe 2 et lui présenter un certificat et un rapport d'inspection de la conformité du système au présent Code, le tout dans le délai imparti.

Toute inspection ou essai prévu par la présente partie doit être effectué par une personne qualifiée détenant un permis approprié de la Régie du bâtiment du Québec.

2.3 Rapport - Appareil et équipements de chauffage

Lorsque le Directeur a des motifs raisonnables de croire qu'un appareil ou un équipement de chauffage n'est pas conforme à ce règlement, le responsable de tout bâtiment où est installé cet appareil ou cet équipement doit, à la demande du Directeur, le faire vérifier par un professionnel qualifié et lui présenter un certificat et un rapport d'inspection de la conformité de ces équipements aux exigences d'installation en vigueur, le tout dans le délai imparti.

Lorsque le résultat d'une vérification professionnelle révèle une faiblesse importante dans un appareil ou un équipement de chauffage, le directeur peut interdire l'utilisation dudit appareil.

2.4 Rapport - Incendie de cheminée

À la suite d'un incendie de cheminée, celle-ci, ainsi que chacun de ses composants, doivent être nettoyés et examinés et tout élément endommagé doit être réparé ou remplacé.

À la demande du Directeur, le responsable du bâtiment doit lui fournir un rapport d'inspection attestant que l'installation de chauffage ainsi que la cheminée qui la dessert est dans un état acceptable à la suite d'un incendie qui s'est déclaré dans cette cheminée; le rapport susmentionné doit être émis par un professionnel qualifié dans l'entretien et la réparation de cheminées et d'appareils de chauffage à combustibles solides.

2.5 Plan et croquis

Lorsque le Directeur l'exige, un plan ou un croquis d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment doit lui être fourni par le responsable du bâtiment. Ce document devra être aux dimensions exigées et contenir les informations demandées par le Directeur.

SECTION 2

Protection contre l'incendie

2.6 Hébergement temporaire

Le Code national de prévention des incendies est modifié de la manière suivante :

1^o par l'insertion, après la sous-section 2.8.3 de la Partie 2 de la Division B, de la sous-section suivante :

«2.8.4 Hébergement temporaire - devoirs du propriétaire

Tout propriétaire ou responsable d'un établissement doit aviser par écrit le directeur du Service de la sécurité incendie lorsque ledit endroit servira d'hébergement temporaire pour la nuit, en mentionnant le nom de la ou des personnes responsables, le nombre d'occupants, la durée du séjour et l'emplacement des occupants.

La personne responsable doit prendre les mesures nécessaires pour que les occupants soient avertis d'un début d'incendie, soit par l'installation d'avertisseurs de fumée, soit par la présentation d'un plan de surveillance déposé et approuvé par l'autorité compétente.

2.7 Matériaux décoratifs intérieurs

Le Code national de prévention des incendies est modifié de la manière suivante :

1^o par l'ajout, après le paragraphe 1 de l'article 2.3.2.1 de la Partie 2 de la Division B, des paragraphes suivants :

1) Sauf à l'intérieur d'un logement, les matériaux décoratifs intérieurs constitués de paille, de foin, de plantes séchées, d'arbres résineux tels que le sapin, le pin et l'épinette ou des branches de ceux-ci sont interdits.

2) Les décorations intérieures constituées de nitrocellulose ou de papier crêpé sont interdites, sauf s'il rencontre les exigences de la norme CAN/ULC S.109, « Essais de comportement au feu des tissus et pellicules ignifuges »

2.8 Accumulation de matières combustibles

Le Code national de prévention des incendies est modifié de la manière suivante :

1^o par le remplacement, dans le paragraphe 1 de l'article 2.4.1.1 de la Partie 2 de la Division B, du mot «déchets» par le mot «matières».

SECTION 3

Appareils de chauffage

2.9 Chauffage temporaire

Tout matériau combustible sur lequel est installé une salamandre ou un autre appareil mobile similaire utilisé temporairement pour fin de chauffage doit être protégé par une plaque de matériau incombustible excédant le contour de l'appareil d'au moins soixante centimètres (60 cm). De plus, un espace libre d'au moins quinze centimètres (15 cm) doit être laissé entre l'appareil et ladite plaque et un espace libre d'au moins soixante centimètres (60 cm) doit être laissé entre ledit appareil et tout matériau combustible.

2.10 Appareils de chauffage à combustibles solides et matériel connexe

Sous réserve des prescriptions formulées par le fabricant, l'installation de tout appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe doit être faite conformément à la norme CAN/CSA-B365.

2.11 Conformité des installations de chauffage à combustibles solides et matériel connexe

Il est interdit d'installer et de maintenir en opération, toute installation d'appareil de chauffage à combustibles solides non conforme aux exigences du présent règlement.

Toute installation non conforme aux prescriptions du présent titre doit être modifiée en conséquence ou démantelée.

Sur demande du Directeur, un certificat attestant de la conformité de l'installation d'un appareil de chauffage doit être produit et ce, par une personne spécialisée dans l'entretien et la réparation de cheminées et d'appareils de chauffage à combustibles solides.

2.12 Extincteur

Tout propriétaire ou occupant d'une unité d'habitation où est installé un appareil de chauffage à combustible solide, doit avoir à sa disposition un extincteur portatif fonctionnel de type ABC d'un minimum de 2.2 kg, installé près d'une issue sur le même étage.

2.13 Obligation de ramonage - cheminées

À l'exception des cheminées d'établissements industriels, toute cheminée dont il sera fait usage dans quelque maison ou édifice de la municipalité, devra être ramonée au moins une (1) fois par année par le propriétaire ou par un ramoneur accrédité d'une association reconnue.

Le propriétaire peut ramoner lui-même la cheminée de son bâtiment dans la mesure où il dispose des équipements requis et appropriés pour le faire.

2.14 Maintenance et entretien

Tout appareil producteur de chaleur ou foyer, ainsi que leurs accessoires, doivent être entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

2.15 Dégagement du sommet des cheminées

Aucune végétation ne doit se trouver dans un rayon de 3 mètres du sommet d'une cheminée.

2.16 Localisation des appareils de chauffage à combustible solide

Les dispositions suivantes doivent être respectées à l'égard des appareils susmentionnés:

- 1) Aucune chaufferie ne doit servir à d'autres fins que de contenir l'appareil producteur de chaleur, ses accessoires et le combustible.
- 2) Un appareil de chauffage à combustibles solides ne peut être utilisé dans une maison mobile ou dans une maison à étanchéité certifiée, à moins qu'il ne soit d'un type approuvé à cet égard.
- 3) Aucun appareil de chauffage à combustibles solides ne doit être utilisé dans un espace servant à l'entreposage de liquides inflammables ou combustibles.
- 4) Aucun appareil de chauffage à combustibles solides, y compris ses accessoires, ne doit être installé sous un escalier ou à moins d'un mètre (1 m) d'une issue.

2.17 Élimination des cendres

Il est interdit de déposer des cendres provenant d'un foyer ou du cendrier d'un appareil de chauffage à combustibles solides autrement que les dispositions suivantes:

- 1) Toutes les cendres doivent être déposées dans un récipient

incombustible couvert et placé à au moins trois cents millimètres (300 mm) de toute surface et de toute matière combustible.

- 2) Tout résidu de combustion doit avoir reposé un minimum de 7 jours dans un contenant métallique couvert, déposé à l'extérieur sur une surface non combustible, à l'écart des matériaux combustibles et totalement refroidi avant qu'il en soit disposé dans un contenant à ordures quelconque.
- 3) Il est interdit de déposer du papier, des copeaux, du bran de scie, de la paille, du gazon séché et autres matières combustibles dans un récipient contenant des cendres et des résidus de combustion provenant d'un foyer ou du cendrier d'un appareil de chauffage à combustibles solides.
- 4) La suie, les cendres et tous les autres résidus qui se sont accumulés à la partie inférieure d'une cheminée qui vient d'être ramonée doivent être enlevés immédiatement et déposés dans un récipient incombustible muni d'un couvercle également incombustible et étanche.

SECTION 4

Équipements d'extinction utilisant l'eau

2.18 Bornes d'incendie

Le Code national de prévention des incendies est modifié par l'addition, après le paragraphe 1 de l'article 6.4.1.1. de la Partie 6 de la Division B des paragraphes suivants :

- 2) Il est défendu à toute personne d'installer ou de faire installer une borne d'incendie comme objet de décoration sur son terrain.
- 3) Les bornes d'incendie doivent toujours être accessibles aux fins de la lutte contre l'incendie. Tout obstacle, tels la neige, la glace, les haies, arbustes, arbres, les abris d'autos et autres aménagements doivent être situés à au moins 1 mètre de la borne. Le poteau indicateur avec pictogramme doit également être libre de toute obstruction afin qu'il soit visible des deux directions de la voie publique.

2.19 Accès aux raccords pompiers

Le Code national de prévention des incendies est modifié de la manière suivante :

1 par l'addition, après le paragraphe 1 de l'article 2.5.1.4 de la Partie 2 de la Division B, du paragraphe suivant :

« 2) Sur demande du Directeur, des affiches signalant l'interdiction de stationner face aux raccords-pompiers doivent être placées bien en vue aux endroits où cette interdiction s'applique. »

SECTION 5

Numéros civiques

2.20 Visibilité des numéros civiques

Le Code national de prévention des incendies est modifié par l'insertion, après l'article 2.5.1.5 de la Partie 2 de la Division B, de l'article suivant:

«2.5.1.6. Numéro civique

Les chiffres servant à identifier le numéro civique d'un bâtiment doivent être placés en évidence de telle façon qu'il soit facile de les repérer à partir de la voie publique. »

SECTION 6

Contrôle des risques d'incendie

2.21 Risque important d'incendie

Lorsque le Directeur a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie, il peut exiger des mesures appropriées pour éliminer ou confiner ce risque ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans ou sur cet immeuble et en empêcher l'accès aussi longtemps que ce risque subsistera.

Lorsque le Directeur a des motifs de croire qu'il existe pour un bâtiment ou ses occupants un risque important d'incendie causé par les agissements, habitudes ou activités d'une personne, il peut exiger des mesures appropriées pour faire cesser ces activités.

2.22 Conduits d'évacuation des sécheuses

Le Code national de prévention des incendies est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1 de l'article 2.4.1.4 de la Partie 2 de la Division B, des paragraphes suivants :

- « 2) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent être maintenus exempts de toute obstruction.
- 3) Les conduits d'évacuation des sécheuses ne doivent pas être raccordés aux autres conduits d'évacuation.
- 4) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent être de fabrication incombustible. »

2.23 Panneaux de distribution électrique

Le Code national de prévention des incendies est modifié par l'addition, après le paragraphe 1 de l'article 2.4.7.1. de la Partie 2 de la Division B, des paragraphes suivants :

- «2) Les panneaux de distribution électrique doivent être libres d'accès et dégagés d'un minimum d'un mètre en leur façade ;
- 3) Aucune matière ou entreposage n'est permis sur le dessus des panneaux de distribution électrique.»

SECTION 7

Monoxyde de carbone

2.24 Monoxyde de carbone

- 1) Dans tout bâtiment d'habitation où un garage est attenant, au moins un détecteur de monoxyde de carbone doit y être installé conformément aux directives du fabricant.

SECTION 8

Installation de sécurité incendie

2.25 Avertisseurs de fumée

- 1) Des avertisseurs de fumée conformes à la norme CAN/ULC-S531, « Détecteurs de fumée », doivent être installés dans chaque logement et, sauf dans les établissements de soins ou de détention qui doivent être équipés d'un système d'alarme incendie, dans chaque pièce où l'on dort qui ne fait pas partie d'un logement.
- 2) À l'intérieur des logements, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans chaque aire où l'on dort.
- 3) Les avertisseurs de fumée doivent être installés conformément à la norme CAN/ULC-S553, « Installation des avertisseurs de fumée ».
- 4) Les avertisseurs de fumée peuvent fonctionner sur pile.
- 5) En sus des exigences prévues aux paragraphes précédents, au moins un avertisseur de fumée doit être installé par étage dans tout logement, incluant le sous-sol.
- 6) Lorsque l'aire d'un étage excède cent trente mètres carrés (130 m²), un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de cent trente mètres carrés (130 m²) ou partie d'unité.
- 7) Les avertisseurs de fumée doivent être fixés au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le fabricant de l'appareil.
- 8) Pour toute habitation construite après le 19 janvier 2005, les avertisseurs doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun

dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée, ou ils doivent se conformer à réglementation municipale en vigueur sur le territoire de la municipalité.

- 9) Le locataire occupant un logement ou une chambre, doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe et exigés par le présent titre, incluant le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.
- 10) Lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée peuvent être alimentés par une pile.
- 11) Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.
- 12) Afin de respecter les dispositions du présent règlement, certains dispositifs sensoriels peuvent s'avérer nécessaires pour alerter les personnes présentant certains handicaps physiques (visuels, auditifs, ou autres).

2.26 Équivalence

Un système de détecteur de fumée et d'alarme satisfait aux normes du présent règlement lorsque :

- 1) des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement;
- 2) des dispositifs d'alarme sont installés au voisinage où l'on dort et à chaque étage;
- 3) toutes les composantes du système sont approuvées et portent le sceau des autorités compétentes.

2.27 Obligations du propriétaire

- 1) Sous réserve des obligations que doit assurer le locataire, le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre les mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée, y compris leurs réparations et remplacement.
- 2) Le propriétaire doit installer une pile neuve dans chaque avertisseur de fumée ainsi alimenté lors de la location à une personne d'un logement ou d'une chambre ayant été occupé(e) pendant une période de six (6) mois ou plus par le locataire précédent.
- 3) Les présentes dispositions ne doivent pas être interprétées comme ayant pour effet de relever le propriétaire de satisfaire

aux exigences pouvant être contenues aux lois et règlements provinciaux, notamment dans le cas des édifices publics.

2.28 Obligations du locataire

Le locataire, occupant un logement ou une chambre pour une période de six (6) mois ou plus, doit prendre les mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée, y compris le changement de la pile. Lorsque l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit en aviser le propriétaire sans délai.

SECTION 9 Bâtiment incendié

2.29 Bâtiment incendié

Tout bâtiment endommagé ou partiellement détruit par le feu qui constitue un risque pour la santé et la sécurité des personnes doit être fermé et barricadé et ce, dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la réception de l'avis de remise de propriété par l'officier responsable du Service de sécurité incendie.

Tout propriétaire en défaut de respecter l'obligation prévue au premier alinéa, devient débiteur envers la municipalité du coût des travaux effectués par elle.

Toute dépense engagée en vertu du présent article sera facturée au propriétaire en défaut dès que le coût sera établi.

SECTION 10 Encombrement des balcons

2.30 Encombrement des balcons

Les balcons entourés d'un garde-corps ne doivent pas servir pour l'entreposage de toute sorte et doivent être accessibles en tout temps et déneigés lors de la saison hivernale.

2.31 Passages et escaliers d'issue extérieurs

Le Code national de prévention des incendies est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2 de l'article 2.7.1.7 de la Partie 2 de la Division B, du paragraphe suivant :

«3) Le propriétaire d'un bâtiment doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue et accès aux issues du bâtiment soient en tout temps fonctionnels et libres d'obstructions. »

SECTION 11

Entreposage des bouteilles de propane

2.32 L'entreposage de bouteilles de propane est interdit à l'intérieur de tout bâtiment. Elles doivent être placées à l'extérieur d'un bâtiment.

SECTION 12

Les feux en plein air

2.33 Se référer aux dispositions du règlement en vigueur adopté par la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc.

SECTION 13

DISPOSITIONS DIVERSES

2.34 Lorsque le Service de sécurité incendie est requis pour prévenir ou combattre l'incendie d'un véhicule, le propriétaire ou le locataire de ce véhicule, qui n'habite pas le territoire de la municipalité et qui n'en est pas un contribuable, est assujéti au paiement du tarif ci-après établi, pour l'intervention du service de sécurité incendie. Cette obligation existe que ce propriétaire ou ce locataire ait ou non requis l'intervention du Service de sécurité incendie. Les services rendus par le service de sécurité incendie engendrent des frais payables aux tarifs et taux horaires suivants :

- A) Autopompe avec accessoires et opérateur : 500\$
(tarif minimum pour 1 heure)
- B) camion-citerne avec accessoires et opérateur : 350\$
(tarif minimum pour 1 heure)
- C) Unité de secours avec accessoires et opérateur : 250\$
(tarif minimum pour 1 heure)
- D) Rémunération du personnel selon les tarifs en vigueur majoré de 15%

2.35 Lorsque le service de sécurité incendie est appelé à se rendre à un bâtiment suite à un système d'alarme ayant été mis en opération par une cause autre qu'un incendie ou de la fumée, à partir de la seconde alerte, au même endroit, dans les douze (12) mois précédents, le propriétaire des lieux sera assujéti au paiement du tarif présenté à l'article 2.37. En cas de récidive, le taux applicable sera doublé.

CHAPITRE 3 INFRACTIONS ET PEINE

SECTION 14 Infractions et peine

3. Infractions

Commet une infraction quiconque refuse à l'autorité compétente agissant conformément au présent règlement, l'accès à une propriété, un bâtiment ou édifice.

Quiconque contrevient à toute disposition du présent titre ou à une norme édictée dans l'un des documents techniques intégrés au présent règlement, commet une infraction.

3.1 Peine

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

Pour une première infraction, en plus des frais, d'une amende de cents dollars (100 \$) pour une personne physique et d'une amende de deux cents dollars (200 \$) pour une personne morale.

Pour une récidive, en plus des frais, d'une amende de deux cents dollars (200 \$) pour une personne physique et d'une amende de quatre cents dollars (400 \$) pour une personne morale.

3.2 Peine continue

Si l'infraction se continue, le contrevenant est passible de l'amende et des frais pour chaque jour au cours duquel l'infraction se continue, ladite infraction constitue, jour par jour, une offense séparée.

SECTION 15 Abrogation

Le présent règlement remplace et abroge le règlement 2012-08 règlement modifiant le règlement 2010-07 concernant la prévention incendie et remplace et abroge à toutes fins que de droits, tout règlement antérieur, parti de règlement ou article de règlement de la municipalité portant le même objet.

En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent règlement et d'un autre règlement, les dispositions du présent règlement prévalent.

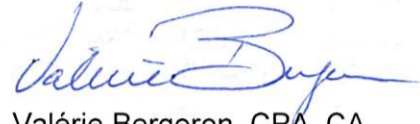
SECTION 16

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.



Josée Magny
Mairesse



Valérie Bergeron, CPA, CA
Directrice générale et
secrétaire trésorière

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement : 3 juin 2019

Adoption : 2 juillet 2019

Publication 4 juillet 2019

PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE MASKINONGÉ
MUNICIPALITÉ DE SAINT-MATHIEU-DU-PARC

AVIS DE PROMULGATION

Règlement 2019-14 relatif à la prévention des incendies

AVIS PUBLIC

À TOUS LES CONTRIBUABLES DE LA MUNICIPALITÉ :

AVIS PUBLIC est, par les présentes, donné par le soussigné, directrice générale et secrétaire-trésorière de la Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc :

QUE le conseil municipal a adopté le 2 juillet 2019 le *Règlement 2019-14 relatif à la prévention des incendies*.

QU'une copie de ce règlement a été déposée au bureau du soussigné où toute personne intéressée peut en prendre connaissance.

QUE ce règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Donné à Saint-Mathieu-du-Parc, ce 4^e jour du mois juillet 2019



Valérie Bergeron, CPA, CA
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Liste des annexes

Annexe I
CODE NATIONAL DE PRÉVENTION DES INCENDIES – CANADA
2005, (article 1.3)

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée, directrice générale et secrétaire-trésorière de la
Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc, certifie sous mon serment
d'office que j'ai publié l'avis de promulgation concernant le règlement
2019-14 relatif à la prévention des incendies le 4 juillet 2019

En foi de quoi, je donne ce certificat, ce 4^e jour du mois juillet 2019



Valérie Bergeron, CPA, CA
Directrice générale et secrétaire-trésorière

